

N° DP 24/224

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION D'UNE PLACE DE STATIONNEMENT N°6 SISE LES ALLÉES BUGAUD - COMMUNE DE TOULON

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la demande formulée par Monsieur Jésus MANZANARES, commerçant du Pont du Las, exerçant l'activité de « fabrication et vente de pizza à emporter » pour l'obtention d'une place de parking à proximité de son lieu d'activité, situé 158 Avenue du XVème Corps, 83200 Toulon,

VU la convention ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du volume numéro 3 de l'ensemble immobilier, sis 95 Avenue du XVème corps, dénommé « Les Allées Bugeaud- La Cité Marchande du Pont du Las », édifié à Toulon sur les parcelles cadastrées CY n°829, 831, 834, 837 et 817, lequel volume comprend 31 places de stationnement situées au rez-de-chaussée dudit ensemble à vocation sociale géré par le Bailleur ERILIA,

CONSIDERANT que le Contrat de Ville Métropolitain 2015-2022 a inscrit le quartier du Pont Du Las comme l'un des 8 quartiers prioritaires de la Ville de Toulon,

CONSIDERANT que le Contrat de Ville décline les orientations stratégiques et les objectifs opérationnels des piliers "cohésion sociale", "emploi et développement économique", "cadre de vie et rénovation urbaine" de ces quartiers,

CONSIDERANT que le maintien de l'activité commerciale de proximité dans le quartier du Pont du Las est un élément essentiel à la réalisation des objectifs fixés,

CONSIDERANT que l'attribution d'une place de stationnement à destination des artisans, commerçants ou professionnels libéraux du quartier du Pont du Las participe au maintien et au développement de l'activité économique du commerce de proximité de ce quartier prioritaire,

CONSIDERANT que l'attribution de cette place de stationnement fera l'objet d'une convention de mise à disposition à titre précaire et révocable d'une durée d'un an renouvelable annuellement par tacite reconduction, dans la limite maximum de 5 années à compter de sa notification, moyennant une redevance trimestrielle de 90 € TTC (quatre-vingt-dix euros TTC),

CONSIDERANT qu'il appartient à la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans le cadre de ses compétences, de délivrer les autorisations nécessaires,

DECIDE

ARTICLE 1

DE SIGNER avec Monsieur Jésus MANZANARES, exerçant l'activité de « fabrication et vente de pizza à emporter », une convention de mise à disposition précaire et révocable relative à l'attribution d'une place de stationnement Numéro 6 (six) située au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier « Les Allées Bugeaud », Cité marchande du Pont du Las à Toulon, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction pour une durée maximum de 5 ans, moyennant le versement d'une redevance trimestrielle de 90 € TTC (quatre-vingt-dix euros TTC), payable d'avance et par trimestre, dans les conditions qui y sont définies.

ARTICLE 2

DE DIRE que les recettes afférentes à cette occupation seront imputées sur le Budget Principal, section de fonctionnement, chapitre 70, article 70323.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 MAR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



A large, stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to Jean-Pierre Giran, the President of the Métropole.

25 JAN 1961

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
RELATIVE A L'ATTRIBUTION D'UNE PLACE DE STATIONNEMENT N°6
SITUEE LES ALLEES BUGAUD, CITE MARCHANDE DU PONT DU LAS
COMMUNE DE TOULON

Entre les soussignés :

La Métropole « Toulon Provence Méditerranée », créée par décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017, ayant son siège social à l'Hôtel de la Métropole, 107, Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision n°

Ci-après désignée « le Propriétaire », « la Métropole » ou « TPM »,

D'une part,

Et

La SARL Allo Mistral Pizza, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro 401 018 254, ayant son siège social à Toulon, 158 avenue du XV Corps (83200), exerçant l'activité de « fabrication et vente de pizza à emporter », représentée par M. Jésus MANZANARES, Gérant, dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après désigné « le Contractant »,

D'autre part,

Préalablement, les parties exposent ce qui suit :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée est propriétaire du volume numéro 3 de l'ensemble immobilier, sis 95 Avenue du XVème corps, dénommé « Les Allées Bugeaud- La Cité Marchande du Pont du Las », édifié à Toulon sur les parcelles cadastrées CY n°829, 831, 834, 837 et 817, lequel volume comprend 31 places de stationnement situées au rez-de-chaussée dudit ensemble.

Ces places de parkings sont destinées à y faire stationner à titre précaire et révocable les véhicules des artisans, commerçants ou professionnels libéraux (et ceux de leurs ayants droits et/ou mandataires) du quartier du Pont du Las, afin de maintenir et développer l'activité économique et le commerce de proximité de ce quartier.

Ceci exposé les parties conviennent ce qui suit :

Article 1 : Emplacement de parking mis à disposition

Par la présente, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met à la disposition de la SARL Allo Mistral Pizza, exerçant l'activité de « fabrication et vente de pizza à emporter », une place de stationnement **numéro 6 (six)** située au rez-de-chaussée de l'ensemble immobilier dénommé « Les Allées Bugeaud- La Cité Marchande du Pont du Las », 95 avenue du XVème corps à TOULON (83 000), dont les dimensions sont les suivantes : Largeur : 2 ,30 m Longueur : 5 m.

Article 2 – Conditions financières

2-1 Redevance trimestrielle

Cette mise à disposition étant effectuée dans le cadre de l'intérêt général (maintien et développement de l'activité économique et du commerce de proximité), la mise à disposition de l'emplacement de parking, objet des présentes se fera moyennant une redevance trimestrielle de **90 € TTC (quatre-vingt-dix euros TTC)** payable d'avance et par trimestre à réception du titre de recette émis par la trésorerie municipale de Toulon.

Cette redevance sera révisée automatiquement à la date anniversaire de la convention, chaque année et pour la première fois en 2025 en fonction des variations subies par l'indice INSEE du Coût de la Construction (ICC) avec pour référence l'ICC du 3^{ème} trimestre 2023 – valeur 2106, selon la formule :

$$R(n) = R \times (I(n) / I)$$

R(n) = redevance trimestrielle de l'année en cours

R = redevance initiale (90 € TTC)

I(n) = indice ICC du 3^{ème} trimestre de l'année précédente

I = indice ICC du 3^{ème} trimestre 2023 (2106)

Pour la dernière année, la redevance sera calculée au prorata-temporis du temps d'occupation.

L'indexation prendra effet sans que le propriétaire soit tenu de procéder à aucune notification préalable.

En cas de modification ou de remplacement de l'indice, le nouvel indice sera substitué de plein droit à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement mentionnés par l'INSEE.

2-2 Dépôt de garantie

Il est demandé le versement d'un dépôt de garantie contre la remise d'un émetteur-télécommande. Cette somme, non productrice d'intérêts, sera remboursée à la fin de la mise à disposition, après restitution des clefs fournis et de l'émetteur-télécommande.

Le montant du dépôt de garantie sera égal à la valeur d'achat de l'émetteur refacturé par le syndic à la date de sa remise au Contractant, soit 30 € (trente euros).

En cas de perte de l'émetteur-télécommande, un nouvel émetteur sera fourni et refacturé au Contractant à son prix d'achat.

Article 3 : Durée de la convention

Cette mise à disposition, précaire et révocable, prendra effet à compter de sa notification pour une durée d'un an renouvelable annuellement par tacite reconduction, dans la limite maximum de 5 années à compter de sa notification.

Article 4 : Conditions générales de jouissance

Le Contractant s'engage à prendre l'emplacement de parking dans l'état où il se trouve lors de la prise de possession et à jouir de celui-ci suivant sa destination, à savoir le stationnement de son véhicule dans le cadre de son activité commerciale au sein du quartier du Pont du Las, à l'exclusion de tous autres engins et véhicules et de toute autre activité.

Le véhicule autorisé à stationner est listé à l'annexe 1 joint à la présente convention.

Le Contractant s'engage à n'utiliser l'emplacement que pour garer le ou les véhicules listés en annexe 1 et à n'y faire aucune réparation. Le Contractant devra se conformer au règlement de copropriété et n'entreposer aucune marchandise, objets ou autres choses diverses sur l'emplacement qui lui a été attribué.

Tout changement de véhicule devra être signalé et faire l'objet d'une nouvelle annexe, préalablement à toute utilisation de la place de parking par ce véhicule.

Une attestation d'assurance des véhicules autorisés devra être communiquée annuellement à l'échéance ainsi qu'en cas de changement de compagnie d'assurance, de façon spontanée par le Contractant sans qu'il y ait besoin que la Métropole en face la demande.

Le Contractant se conformera aux règlements en vigueur en ce qui concerne les garages automobiles. Il reconnaît qu'il est interdit de jeter huile ou essence dans les égouts, d'avoir un dépôt d'essence et de tous produits solides ou liquides pouvant provoquer un incendie. Le Contractant s'interdit en particulier d'introduire dans les lieux mis à disposition des matières inflammables, explosives ou dangereuses pour la sécurité de l'immeuble.

Le Contractant ne pourra en aucun cas modifier la destination du lieu loué.

Article 5: Travaux, installations, aménagements

Le Contractant n'est pas autorisé à aménager l'emplacement ou à le transformer en box fermé.

Le Contractant devra subir, sans pouvoir prétendre à une réduction de la participation aux charges ou à une quelconque indemnité, tous travaux que le Propriétaire serait amené à faire exécuter en cours du présent contrat sur l'emplacement de stationnement mis à sa disposition ainsi que dans l'immeuble dont il dépend, quelle qu'en soit la nature et la durée.

Article 6 : Assurances et recours

Le Contractant devra assurer son véhicule contre l'incendie, les explosions, et le vol, ainsi que les risques de recours, et justifier du paiement des primes à toute réquisition du Propriétaire.

La Métropole ne pourra en aucun cas être considérée comme dépositaire des véhicules et de leur contenu et ne pourra être inquiétée par les dommages ou vols aux véhicules stationnés ou à leur contenu.

Le Contractant est responsable de tous les dommages que lui-même, ses ayant-droits et/ou les véhicules autorisés à occuper l'emplacement de stationnement pourraient causer dans l'enceinte de la copropriété. Il étendra l'assurance de son local principal de manière à ce que l'emplacement objet du présent contrat soit couvert.

Le Contractant renonce à tous recours qu'il pourrait être fondé à exercer contre le bailleur en cas d'incendie ou d'explosion. Il renonce également à tous recours contre le Propriétaire en cas de vol dans le cas où celui-ci pourrait être rendu responsable soit par la suite d'une fermeture défectueuse ou pour tout autre cause. Il s'engage également à ne faire aucune réclamation contre le Propriétaire pour cause d'humidité ou de dégât des eaux.

Le Contractant ne pourra laisser aucun véhicule en stationnement dans les passages communs, ni déposer dans lesdits passages des marchandises qui seraient susceptible de gêner la circulation.

Le Contractant devra maintenir en bon état l'emplacement faisant l'objet des présentes et le rendre en fin de mise à disposition en bon état d'entretien. En cas de sinistre ou de dégradation engageant sa responsabilité, il devra sans délai procéder à la remise en état des lieux détériorés.

Il acquittera régulièrement les primes ou cotisations et justifiera du tout, à la signature du présent contrat, et à première demande du Propriétaire en fournissant une attestation de sa compagnie d'assurances mentionnant la souscription et le paiement de la prime.

Dans le cas du renouvellement du Contrat, le Contractant fournira à date anniversaire une attestation mentionnant le paiement de la prime pour la nouvelle période, sans qu'il y ait besoin que le Propriétaire n'en fasse la demande. Il en est de même si le Contractant venait à changer d'assureur.

Le défaut d'assurance pourra entraîner la résiliation de la convention aux torts exclusifs du Contractant.

En cas de force majeure ou d'événements susceptibles de gêner ou d'empêcher la fourniture de ses prestations au titre du Contrat, la Métropole se réserve le droit d'en suspendre les effets en tout ou partie ou d'y mettre fin par anticipation sans que sa responsabilité puisse de ce fait être engagée.

Article 7 : Cession de la présente convention et sous-location

Le Contractant ne pourra en aucun cas et sous aucun prétexte, céder leur droit d'occupation, ni sous-louer en tout ou partie les locaux mis à disposition.

Le non-respect de cette clause engendrerait la résiliation immédiate du présent contrat ainsi que l'engagement des poursuites à l'encontre du Contractant.

Article 8: Nature de la convention

La présente convention accordée par la métropole est une simple mise à disposition.

Elle n'entre pas dans le champ d'application du code du commerce. Les dispositions du Décret n°53-960 du 30 septembre 1953 (réglant les rapports entre bailleurs et locataires en ce qui concerne le renouvellement des baux à loyer d'immeubles ou de locaux à usage commercial, industriel ou artisanal) relatives au fonds de commerce sont exclues de la présente convention.

Article 9 : Sécurité et Vidéo-surveillance

Le Contractant est informé que le parking de la résidence est soumis à vidéo-surveillance respectant la réglementation en vigueur.

Article 10 : Documents à fournir

Cette mise à disposition étant effectuée dans le cadre de l'intérêt général (maintien et développement de l'activité économique et du commerce de proximité dans le quartier du Pont du Las), il est demandé au Contractant de fournir chaque année à date anniversaire :

- Un extrait K-bis de – de 3 mois,
- Une attestation d'assurance en cours de validité,

et de signaler à la Métropole tout changement (activité de l'entreprise, raison sociale...).

Le traitement des informations collectées sera effectué conformément au Règlement Général sur la Protection des Données.

Article 12 Clauses résolutoires

Résiliation :

Le présent contrat permet au Contractant une occupation du domaine privé de la Métropole.

La résiliation du présent contrat pourra être notifiée, à tout moment par lettre recommandée avec accusé réception par les deux parties et prendra effet au 1^{er} jour du mois suivant la réception de ladite lettre.

Par ailleurs, le Contractant ne pourra en aucun cas réclamer une quelconque indemnité du fait de la résiliation du présent contrat, quelle qu'en soit la cause.

Révocation pour défaut d'exécution des obligations du Bénéficiaire :

Il est expressément stipulé qu'à défaut de paiement de toute somme due en vertu de la présente convention de mise à disposition, ou en cas d'inexécution d'une seule des conditions de la présente mise à disposition, et quinze jours après mise en demeure restée sans effet contenant déclaration par le Propriétaire de son intention d'user du bénéfice de la présente clause, la présente convention sera résiliée de plein droit.

Si au mépris de cette clause, le Contractant refusait de libérer les lieux, il y serait contraint en exécution d'une ordonnance rendue par le Président du Tribunal Judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

Tous les frais de commandement, de procédure et de contentieux engagés par le Propriétaire à rencontre du Contractant, seront à la charge du Contractant et facturés de plein droit.

Cessation d'activité :

Le présent contrat permet au Contractant une occupation du domaine privé de la Métropole liée à son activité professionnelle.

La cessation de l'activité de l'entreprise ou son déplacement hors du secteur du Pont du Las à Toulon mettrait fin de fait au présent contrat.

Article 13 – Restitution des lieux

Le Contractant devra avoir acquitté la totalité des termes de redevances et accessoires et justifier par présentation des acquits du paiement des contributions à sa charge.

Il devra rendre les lieux mis à disposition en bon état d'usage ou, à défaut, régler au Propriétaire le coût des travaux de remise en état.

Article 14 – Election de domicile et juridiction

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile :

- le Propriétaire en son siège social,
- Le Contractant en son domicile.

Les parties s'efforceront de régler amiablement leurs différends.

En cas de désaccord entre les parties, les parties saisissent le Tribunal compétent.

Fait à Toulon, le

SARL Allo Mistral Pizza

**Président de la Métropole
TOULON PROVENCE-MEDITERRANEE**

Jésus MANZANARES

Jean Pierre GIRAN

ANNEXE 1
A LA
CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
RELATIVE A L'ATTRIBUTION DE LA PLACE DE STATIONNEMENT N°6
SITUEE LES ALLEES BUGAUD, CITE MARCHANDE DU PONT DU LAS
COMMUNE DE TOULON

LISTE DU OU DES VEHICULES AUTORISÉS :

Véhicule immatriculé FW-557-YG au nom de Monsieur Jésus MANZANARES, gérant de la SARL Allo Mistral Pizza.

Assuré à la MACIF, 1, rue Jacques VANDIER, pour la période du 16/02/2023 au 01/04/2024.

Toulon le

SARL Allo Mistral Pizza

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE-MEDITERRANEE

Jésus MANZANARES

Jean Pierre GIRAN

